



## ARRETE MUNICIPAL n° 2024-179 abrogeant l'arrêté 2024-160

**Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-19 à L 511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-13,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1,

Considérant que le Maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, de la police municipale, laquelle a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques,

Considérant qu'un incendie s'est déclaré dans l'après-midi du 11 août 2024 sur les bâtiments D, E, F et G sis 101 rue du Pont Neuf 73100 Grésy-sur Aix (parcelle AN43),

Considérant l'avis de M. Pierre PAYAN expert conseil,

Considérant qu'il ressort des avis susvisés que le bâtiment D, situé 101 rue du Pont Neuf, est de nouveau habitable depuis son raccordement aux réseaux,

Considérant que cette situation garantie la sécurité des occupants et des tiers dans l'enceinte et à proximité immédiate de ce bâtiment,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 2024-160 portant mise en sécurité des immeubles incendiés de Pré Rouge et interdiction d'accéder et d'habiter au bâtiment D est abrogé.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble aux frais du propriétaire.

**Article 3** : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et porté à la connaissance des occupants. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'à la mairie, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 4** : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le responsable de la Police Municipale - l'ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Savoie au titre du contrôle de légalité.

Fait à Grésy-sur-Aix, le 28/08/2024

Affiché/publié le : 29.08.2024  
Certifié exécutoire le :

Le Maire,  
Florian MAITRE



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai

